

REVUE INTERNATIONALE DES ECONOMISTES DE LANGUE FRANÇAISE

RIELF 2023, Vol. 8, N°2

Association Internationale
des Economistes de Langue Française



avec la collaboration de



UNIwersYTET
EKONOMICZNY
W POZNANIU

l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań



L'Université Bernardo O'Higgins - Chili

Rédacteur en chef

Krzysztof MALAGA, USEGP, Pologne

Rédactrice adjointe

Małgorzata MACUDA, USEGP, Pologne

Secrétaire de rédaction

Dorota CZYŻEWSKA-MISZTAL, USEGP, Pologne

Comité éditorial

Akoété Ega AGBODJI, Togo
Wissem AJILI BEN YOUSSEF, France
Alastaire ALINSATO, Bénin
Loubna ALSAGIHR OUEIDAT, Liban
Camille BAULANT, France
Matouk BELATTAF, Algérie
Francis BISMANS, France, Belgique
Horst BREZINSKI, Allemagne
Abdelaziz CHERABI, Algérie
Bernard COUPEZ, France
Jean-Jacques EKOMIE, Gabon
Jules Roger FEUDJO, Cameroun
Camelia FRATILA, Roumanie
Ewa FRAÇKIEWICZ, Pologne
Rosette GHOSSOUB SAYEGH, Liban
Marian GORYNIA, Pologne
Driss GUERRAOUI, Maroc
Juliana HADJITCHONEVA, Bulgarie
Vidal IBARRA-PUIG, Mexique
Nafii IBENRISSOUL, Maroc
Soumaïla Mouleye ISSOUFOU, Mali

Michel LELART, France
Laura MARCU, Roumanie
Tsvetelina MARINOVA, Bulgarie
Boniface MBIH, France
Mbodja MOUGOUE, États-Unis
Francisco OCARANZA, Chili
Thierry PAIRAULT, France
Jacques POISAT, France
Carlos QUENAN, France
Marek RATAJCZAK, Pologne
Alain REDSLOB, France
Jeannette ROGOWSKI, États-Unis
Paul ROSELE CHIM, France
Claudio RUFF ESCOBAR, Chili
Alain SAFA, France
Baiba ŠAVRIŅA, Lettonie
Piotr STANEK, Pologne
Abdou THIAO, Sénégal
Roger TSAFACK NANFOSSO, Cameroun
François VAILLANCOURT, Canada
Isabel VEGA MOCOROA, Espagne

Bureau de rédaction

Eliza SZYBOWICZ, soutien éditorial, USEGP, Pologne
Marta DOBRECKA, rédactrice technique, USEGP, Pologne

© Copyright by Association Internationale des Economistes de Langue Française, Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Paris, Poznań 2023

La RIELF offre son contenu complet en accès libre sous licence Creative Commons BY NC SA 4.0

ISSN 2551-895X
e-ISSN 2727-0831

Edition digitale et imprimée
Editions de l'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań
Projet de couverture : Izabela Jasiczak, Bernard Landais, Krzysztof Malaga, Eduardo Téllez

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos (Krzysztof MALAGA).....	3
 Idrissa Yaya DIANDY Analyse exploratoire spatiale des effets sanitaires et économiques de la COVID-19 à partir de données mondiales	7
 Małgorzata MACUDA Conformité des pratiques de reporting en matière de développement durable avec le cadre de la Global Reporting Initiative : Une analyse du secteur mondial de la santé	27
 Bartłomiej LACH, Krzysztof MALAGA À propos du manque excessif de la liberté économique en Afrique dans les années 2017–2023	49
 Yaovi Fagda Tchota AGBE, Eso-Hanam ATAKE Les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l’Afrique subsaharienne	84
 Abdrahamane TALL, Birahim Bouna NIANG Déterminants de la liquidité bancaire dans les pays de l’Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)	107
 Jean-Pierre Windpanga SAWADOGO Capital social et pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso	134
 Yevessé DANDONOUGBO, Ablamba A. JOHNSON, Kodjo Théodore GNEDEKA Capital humain et sécurité alimentaire des ménages au Togo	155
 Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ, Bakary BERTHÉ, Fatoumata DEMBÉLÉ Correspondance entre formations et emplois : Cas des diplômés de la FSHSE/ULSHB	179

AVANT-PROPOS

Nous présentons à nos lecteurs le numéro 2/2023 de la RIELF, qui est composé de huit articles rédigés par une quinzaine d'auteurs issus de pays tels que : le Burkina Faso, le Mali, la Pologne, le Sénégal et le Togo. Les deux premiers articles concernent les enjeux de santé mondiale. Les six articles restants font référence à l'Afrique : 49 pays africains, pays d'Afrique subsaharienne, pays UEMOA, et directement au Burkina Faso, au Sénégal et au Togo.

Idrissa Yaya DIANDY dans l'article *Analyse exploratoire spatiale des effets sanitaires et économiques de la COVID-19 à partir de données mondiales* effectue une analyse des effets sanitaires et économiques de la pandémie de COVID-19. L'échantillon est composé de 132 pays et la méthodologie se fonde sur l'analyse exploratoire des données spatiales. Le calcul de l'output gap par la méthode de Hodrick-Prescott a permis de ressortir les manifestations économiques de la crise sanitaire, à travers les écarts de production pour l'année 2020. La variable sanitaire, quant à elle, est mesurée par le taux d'incidence de la COVID-19 et la mortalité. Les résultats des estimations ont permis de valider l'hypothèse d'autocorrélation spatiale aussi bien pour la variable sanitaire que pour la variable économique. L'examen du diagramme de Moran confirme le schéma d'association spatiale local positif, c'est-à-dire l'existence à la fois de similitudes entre pays voisins dans la manifestation de la pandémie et d'hétérogénéité spatiale entre les groupes de pays. De manière plus précise, les résultats montrent l'existence de clusters avec de faibles niveaux d'incidence de la COVID-19 en Afrique et en Asie, comparativement à l'Europe et à l'Amérique du Nord. De plus, si les pays à revenu élevé ont généralement été davantage touchés sur le plan sanitaire, ils ont toutefois développé une plus grande résilience économique.

Małgorzata MACUDA dans l'article *Conformité des pratiques de reporting en matière de développement durable avec le cadre de la Global Reporting Initiative : Une analyse du secteur mondial de la santé* étudie la conformité avec le cadre de la Global Reporting Initiative (GRI) des pratiques de reporting de développement durable dans le secteur mondial de la santé. Au total 2440 rapports de développement durable publiés entre 1999 et 2019 par 632 organisations de santé dans le monde entier ont été examinés à l'aide d'une analyse de contenu. Une méthodologie de recherche descriptive, comprenant une revue de la littérature, a été appliquée afin d'atteindre l'objectif déclaré. D'après l'auteur les résultats indiquent que (1) la tendance croissante des organisations de santé à publier des

rapports de développement durable conformément aux normes GRI est remarquée chaque année ; et que (2) 68% des 2440 rapports publiés par les organisations de santé (de soins et de produits) sont conformes au cadre GRI. L'article offre une étude intéressante sur les rapports de développement durable qui sont les instruments les plus couramment utilisés par les organisations pour rendre compte de leurs performances économiques, environnementales et sociales. Cette recherche contribue à une littérature croissante sur la standardisation des rapports de développement durable dans le secteur mondial de la santé en fournissant une vision empirique de l'utilisation réelle du cadre GRI. L'article comble une lacune en matière de recherche dans le domaine des pratiques de reporting extra-financier des organisations de santé du monde entier.

Bartłomiej LACH et Krzysztof MALAGA dans l'article *À propos du manque excessif de la liberté économique en Afrique dans les années 2017–2023* décrivent et évaluent l'état de la liberté économique dans les pays d'Afrique. La base d'inférence est fondée sur les coefficients de liberté économique publiés depuis 1995 par The Heritage Foundation à Washington et Wall Street Journal pour 184 pays à travers le monde. L'analyse comparative est effectuée dans les pays africains divisés en quatre régions géographiques : Afrique Australe, Afrique du Nord et Afrique Centrale, Afrique de l'Est et l'Afrique de l'Ouest durant les années 2017–2023. Dans la recherche empirique on utilise les méthodes d'analyse de corrélation, σ -convergence, σ -divergence et d'analyse comparative multivariée. Le programme R et les packages *dtw* et *dtwclust* sont également appliqués. En conséquence, une évaluation approfondie de l'évolution de la liberté économique a été réalisée dans les 49 pays évalués, séparément et dans les quatre groupes de pays analysés. L'article fournit des connaissances complètes sur la liberté économique pour la grande majorité des pays africains en termes d'indice général et de douze indices partiels de liberté économique. Les auteurs montrent que dans le cas des pays africains dans les années 2017–2023, nous sommes généralement confrontés à une stagnation ou à des changements plus ou moins chaotiques dans divers aspects de la liberté économique. Il semble que tant les gouvernements des pays africains ainsi que les institutions internationales qui soutiennent le développement des pays africains devraient s'appuyer plus largement qu'auparavant sur les acquis de la pensée économique dans le domaine des choix sociaux, ainsi que sur le rôle des institutions économiques et de la liberté dans le développement économique.

Yaovi Fagda Tchota AGBE et Ezzo-Hanam ATAKE dans l'article, *Les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne*, analysent les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Les auteurs appliquent la méthode des moments généralisés (GMM) pour l'analyse des données. L'étude a porté sur 27 pays de l'Afrique subsaharienne et couvre la période allant de 2001 à 2018. Ils affirment que les résultats montrent que le niveau de productivité actuelle à un effet positif et significatif sur le niveau de

productivité future dans les pays de l'Afrique subsaharienne. Cela stipule que si ces pays veulent réaliser des gains substantiels de productivité pour les périodes à venir, ils doivent dès lors commencer à améliorer leur niveau de productivité actuelle. Les résultats montrent également que le crédit accordé au secteur agricole et les infrastructures permettent d'améliorer la productivité agricole. Les pays de l'Afrique subsaharienne devraient accroître les investissements dans les infrastructures et renforcer les mécanismes de financement du secteur agricole notamment à travers le développement des crédits intrants agricoles pour les petits producteurs. Afin d'analyser les déterminants de la productivité agricole dans les pays de l'Afrique subsaharienne, les auteurs intègrent la valeur retardée de la productivité agricole comme variable explicative. L'existence d'une telle relation explique pourquoi la productivité agricole n'a guère évolué dans les pays de l'Afrique subsaharienne d'une part et d'autre part la forte proportion de la main d'œuvre au fil du temps dans le secteur agricole de ces pays contrairement aux pays développés.

Abdrahamane TALL et Birahim Bouna NIANG dans l'article, *Déterminants de la liquidité bancaire dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine (UEMOA)* visent à identifier les facteurs de la liquidité bancaire dans les pays de l'Union Économique et Monétaire Ouest Africaine à partir d'un échantillon de 84 banques sur une période allant de 2006 à 2020. Ainsi, pour y parvenir, les auteurs aptent le modèle dynamique ARDL. Deux ratios de liquidité ont été calculés. Le premier (RL1) mesure la part des prêts dans le total des actifs alors que le second (RL2) est obtenu en faisant le rapport du total des prêts sur le total des dépôts. Les tests de cointégration de Kao (1999) et de Pédróni (2004) indiquent l'existence d'une relation, à long terme, entre les ratios de liquidité et ses déterminants. En outre, les estimations montrent que le taux de croissance du PIB et la taille des banques ont un effet positif et significatif sur le RL1, alors que l'impact du taux du marché interbancaire s'avère négatif et significatif. Par ailleurs, un effet positif et significatif du taux du marché monétaire et de la taille de la banque sur le RL2 est observé aussi bien par l'estimateur PMG que celui du DFE. En revanche, le taux du marché interbancaire exerce une influence négative et significative sur le RL2. Selon les auteurs les Autorités monétaires devraient initier des mesures incitatives pour permettre aux banques secondaires de posséder la liquidité qu'elle aurait souhaitée. De plus, ils plaident pour un recours limité des États auprès des banques pour le financement de leurs déficits.

Jean Pierre Windpanga SAWADOGO dans l'article, *Capital social et pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso*, analyse l'effet du capital social sur la pauvreté des ménages en milieu rural au Burkina Faso. Il suppose une relation causale à double sens entre la pauvreté et l'accès au capital social. Cela suggère un problème d'endogénéité conduisant à l'utilisation de deux méthodes en deux étapes : l'approche Probit moindres carrés en deux étapes (2SPLS) et l'approche du maximum de vraisemblance conditionnelle en deux étapes (2SCML). À partir

de données d'enquêtes du Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT 2) collectées en 2011 auprès des ménages en milieu rural, les analyses ont révélé que l'accès au capital social affecte positivement la consommation des ménages et réduit la pauvreté. D'après l'auteur ces résultats montrent, en outre, que le revenu est négativement associé à l'accès au capital social. Alors les stratégies gouvernementales visant à réduire la pauvreté des ménages en milieu rural doivent encourager l'organisation des producteurs en groupements avec un accent mis sur les producteurs à faible revenu.

Yevesse DANDONOUGBO, Ablamba A. JOHNSON et Kodjo Théodore GNEDEKA dans l'article, *Capital humain et sécurité alimentaire des ménages au Togo*, analysent l'effet du capital humain sur la sécurité alimentaire des ménages au Togo. Le modèle logit multinomial a été utilisé en se basant sur les données de l'enquête QUIBB 2015 réalisées auprès de deux mille quatre cents (2400) ménages. Un indicateur composite combinant le score de consommation alimentaire et les dépenses alimentaires des ménages a été construit pour mesurer la sécurité alimentaire. Les résultats montrent que 8,17% des ménages au Togo sont en insécurité alimentaire totale. Par ailleurs, 4,74% et 35,09% d'entre eux sont respectivement considérés comme étant en insécurité alimentaire transitoire sur la base des scores de consommation alimentaire et des dépenses alimentaires. En outre, l'estimation du modèle logit multinomial révèle que lorsque le chef du ménage est éduqué ou que le ménage a une facilité d'accès à un centre de santé, cela réduit le risque d'insécurité alimentaire dans le ménage. Ainsi, toute politique visant un investissement en capital humain, tout en privilégiant les groupes vulnérables au Togo permettrait une amélioration de leur statut de sécurité alimentaire.

Souaïbou Samba Lamine TRAORÉ, Bakary BERTHÉ et Fatoumata DEMBÉLÉ dans l'article *Correspondance entre formations et emplois : Cas des diplômés de la FSHSE/ULSHB*, visent à identifier les facteurs qui sont susceptibles d'influencer les diplômés de la FSHSE pour accéder à un emploi lié au domaine de formation initiale. Les données utilisées dans le cadre de cette étude sont issues d'une enquête personnelle, qui a été réalisée auprès de deux cent trois (203) diplômés de la FSHSE, l'approche méthodologique s'appuie principalement sur la construction et l'estimation d'un modèle de régression logistique multinomial pour l'identification des facteurs. La régression logistique multinomial réalisée a permis d'identifier un certain nombre de facteurs expliquant dans l'accès des diplômés à l'emploi correspondant à leur domaine de formation initiale. Ces facteurs sont à savoir : la filière de formation, le type de diplôme, la tranche d'âge, le stage, le milieu de résidence, l'origine sociale des parents.

Krzysztof Malaga

CAPITAL SOCIAL ET PAUVRETÉ DES MÉNAGES RURAUX AU BURKINA FASO

Social capital and poverty of rural households in Burkina Faso

Jean-Pierre Windpanga SAWADOGO¹

Université Thomas SANKARA, Unité de Formation et de Recherche
en Sciences Economiques et de Gestion (UFR-SEG), Burkina Faso
jeanpi.sawadogo@yahoo.fr
<https://orcid.org/0009-0002-1766-7496>

Abstract

Purpose : This paper analyses the effect of social capital on household poverty in rural Burkina Faso.

Design/methodology/approach : This research suggests an endogeneity problem leading to the use of two two-stage methods: the two-stage least squares Probit approach (2SPLS) and the two-stage conditional maximum likelihood approach (2SCML). Using survey data from the National Land Management Program (PNGT 2) collected in 2011 from rural households.

Findings : The investigations revealed that access to social capital positively affects household consumption and reduces poverty. These results further show that income is negatively associated with access to social capital. Government strategies to reduce household poverty in rural areas should encourage the organization of producers into groups with a focus on low-income producers.

Originality/value : Social capital plays an important role in improving household living conditions, regardless of geographical location. However, socio-cultural realities vary from one area to another, which affects the organization and content of associations and groups. Despite the many studies on the subject, very few have focused on Burkina Faso. The few studies that have been carried out have not examined the dual causality between social capital and poverty. This research, which uses national-level data, can help to deepen, and broaden knowledge on the issue.

Keywords: poverty, social capital, household income, Burkina Faso.

¹ 12 BP 417 Ouagadougou 12 – Burkina Faso.

Résumé

L'objectif : Cet article analyse l'effet du capital social sur la pauvreté des ménages en milieu rural au Burkina Faso.

Conception/méthodologie/approche : La présente recherche suppose une relation causale à double sens entre la pauvreté et l'accès au capital social. Cela suggère un problème d'endogénéité conduisant à l'utilisation de deux méthodes en deux étapes : l'approche Probit moindres carrés en deux étapes (2SPLS) et l'approche du maximum de vraisemblance conditionnelle en deux étapes (2SCML). Les analyses se sont basées sur des données d'enquêtes du Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT 2) collectées en 2011 auprès des ménages en milieu rural.

Résultats : Les investigations ont révélé que l'accès au capital social affecte positivement la consommation des ménages et réduit la pauvreté. Ces résultats montrent, en outre, que le revenu est négativement associé à l'accès au capital social. Les stratégies gouvernementales visant à réduire la pauvreté des ménages en milieu rural doivent encourager l'organisation des producteurs en groupements avec un accent mis sur les producteurs à faible revenu.

Originalité/valeur : Le capital social joue un rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des ménages indépendamment de l'espace géographique. Cependant, les réalités socioculturelles varient selon l'espace, ce qui affecte l'organisation et le contenu des associations et des groupements. Malgré les nombreux travaux sur le sujet, très peu ont concerné le Burkina Faso. Les quelques travaux n'ont pas examiné la double causalité entre le capital social et la pauvreté. Cette recherche qui utilise des données d'envergure nationale peut contribuer à approfondir et élargir les connaissances sur la question.

Mots-clés : pauvreté, capital social, revenu des ménages, Burkina Faso.

JEL classification : D10, D70, D83, I30, Z13.

Introduction

La réduction de la pauvreté représente un défi majeur pour tous les pays et plus particulièrement pour les pays en développement. L'incidence de la pauvreté est restée élevée, plus particulièrement en Afrique subsaharienne. Dans cette partie du continent, selon les données des Nations Unies, près de 400 millions de personnes, soit 45% de la population continuent de vivre en dessous du seuil de l'équivalent 1,90 dollar US en parité de pouvoir d'achat par jour (Doukkali & Guèdègbé, 2017). Étant donné que la pauvreté a des effets néfastes sur le bien-être individuel et collectif, il est essentiel de faire prendre conscience des stratégies réalisables pour réduire la pauvreté et promouvoir le bien-être économique. Une bonne compréhension des facteurs qui influencent la pauvreté et l'inégalité des revenus dans les communautés rurales est cruciale pour l'élaboration des politiques de développement.

Le capital social contribue à résorber l'exclusion sociale qui est une caractéristique de la pauvreté (Oyen, 2002). Il peut donc être une des stratégies de lutte contre

la pauvreté, mais la relation entre le capital social et la réduction de la pauvreté est peu concluante à la fois sur les plans théorique et empirique.

La théorie du capital social a connu des apports multiples de la part de plusieurs auteurs. Tout d'abord, le capital social relève des relations de domination dans lesquelles celui-ci contribue à la reproduction des positions de pouvoir. Cette approche est de Bourdieu (1980) qui précise que le capital social ne désigne pas seulement l'ensemble des relations d'un individu, mais plutôt l'ensemble des relations dotées d'un certain pouvoir. En étendant l'analyse de Bourdieu au-delà de la classe d'élite, Coleman (1988) développe une théorie du capital social qui combine des approches sociologiques et économiques dans l'explication de l'action sociale des individus. Il fait appel au déterminisme sociologique et à la théorie économique des choix rationnels pour asseoir une théorie du capital social où les normes et les obligations sociales d'une part, et la recherche de l'intérêt personnel d'autre part, guident l'action de l'individu au sein de la société. L'approche du capital social par les associations a été l'œuvre de Putnam (1995) qui va s'inspirer des travaux de Coleman (1988). Cet auteur considère, en effet, les associations comme la source du capital social ; associations qui génèrent les normes de réciprocité et la confiance permettant le bon fonctionnement des sociétés. Plus récemment, le capital social a été analysé comme une mesure des influences des autres sur l'utilité d'une personne (Becker, 1974).

Sur le plan empirique, les résultats relatifs à la relation entre capital social et pauvreté sont controversés. Pendant que certains affirment que le capital social est une ressource importante en tant que capital physique et humain dans le système de production des ménages, contribuant à la productivité et au bien-être des individus, des ménages ou des groupes (Imandoust, 2011), d'autres soutiennent que le capital social peut avoir un impact négatif sur les inégalités existantes (Halpern, 2009).

Le capital social peut influencer sur la pauvreté par de nombreux canaux. Le capital social améliore l'accessibilité au marché du crédit grâce aux mécanismes de garantie sociale (Fafchamps & Gubert, 2007 ; Karlan et al., 2009). Rendant les individus solvables, le capital social les aide à résoudre les problèmes d'application des contrats, de partage des risques (Paal & Wiseman, 2011) et à se remettre rapidement des chocs négatifs (Carter & Castillo, 2005). L'action collective créée réduit le coût des transactions et offre une gamme de transactions marchandes en matière de production, de crédit et d'accès au foncier, conduisant à des revenus plus élevés (Hassan & Birungi, 2011). Le capital social joue un rôle important dans la prise de décision des ménages, en soutenant le développement humain et économique et en facilitant, ensuite, la réduction de la pauvreté (Hayami, 2009 ; Imandoust, 2011). Il réduit les coûts de transactions, facilite les échanges et les actions collectives, facilite l'accès à l'information, aux idées, à la connaissance et au soutien financier (Berrou & Combarrous, 2011 ; Maluccio et al., 2000), et de ce fait, influence les performances économiques. De même, la participation

communautaire augmente les avantages pour les membres de la communauté en diminuant les taux de criminalité et le nombre de décès durant les catastrophes naturelles et peut aider à réduire la pauvreté (Yamamura, 2009). Il existe également des preuves que les communautés, disposant d'un bon stock de capital social, sont plus susceptibles de bénéficier d'un taux de criminalité plus faible, d'une meilleure santé, d'un niveau d'instruction supérieur et d'une meilleure croissance économique (Halpern, 2009). Inversement, le capital social peut avoir un impact négatif sur les résultats économiques et environnementaux en renforçant les inégalités existantes ou en travaillant pour exclure et subordonner les autres (Baiyegunhi, 2014). Certaines normes sociales peuvent également réprimer l'expression et l'initiative individuelles, puis renforcer la pauvreté (Halpern, 2009).

L'absence de relation claire entre le capital social et la pauvreté pourrait être due à un problème de causalité. Il existe une causalité inverse du bien-être au capital social qui nécessite l'utilisation de la bonne méthodologie pour analyser ce lien de causalité à double sens. Du point de vue politique, il est important de savoir comment et par quels mécanismes le capital social affecte la réduction de la pauvreté.

Le Burkina Faso offre un cadre intéressant pour étudier la relation entre capital social et pauvreté. Comme dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne, la pauvreté au Burkina Faso est omniprésente. L'incidence de la pauvreté se situe à 41,4% au niveau national, ce qui correspond à une population de 8,4 millions de personnes pauvres (INSD, 2018). La pauvreté est particulièrement endémique en milieu rural où cinq habitants sur dix sont pauvres contre un habitant sur dix en milieu urbain. C'est, d'ailleurs, le milieu rural qui contribue le plus à la pauvreté dans le pays à hauteur de 91,8% (INSD, 2018). On dénombre au Burkina Faso plus de 30 000 organisations paysannes (Zett, 2013). Grootaert et al. (2002) montrent qu'en moyenne six membres par ménages sont membres d'une association locale et que 83% des membres actifs proviennent des associations liées à l'agriculture. Sur 281 villages enquêtés au Burkina Faso, 91% comptent au moins un groupement, avec un taux moyen de 62% d'appartenance formelle des ménages enquêtés à au moins un groupement (Arcand, 2004). Mais, malgré l'émergence des organisations paysannes et l'importance de leur contribution au développement local au Burkina Faso, celles-ci restent marginalisées (Maiga, 2006). Au Burkina Faso, peu de travaux ont porté sur l'effet du capital social sur la pauvreté. Grootaert et al. (2002) ont examiné l'impact du capital social sur la pauvreté des ménages. Cependant, ces auteurs ne tiennent pas compte de la double causalité entre capital social et pauvreté ; cela constitue l'intérêt de cette recherche. L'objectif de la présente recherche est d'analyser l'effet du capital social sur la pauvreté des ménages en milieu rural au Burkina Faso. Plus précisément, la recherche examine l'importance du capital social dans l'explication du niveau de pauvreté des ménages au Burkina Faso et l'importance de la pauvreté et d'autres facteurs déterminants dans la décision de s'affilier à une organisation. Cette analyse suppose donc l'existence d'une relation

à double sens entre le capital social et la pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso. Elle suppose que d'une part, le capital social contribue à réduire la pauvreté des ménages, et d'autre part que la pauvreté pousse ces ménages à intégrer les groupes sociaux.

Le reste de l'article est organisé en six sections. La section 1 passe en revue la littérature théorique et empirique établissant un lien entre le capital social et la réduction de la pauvreté. La section 2 présente le modèle et discute des questions économétriques. La section 3 présente les données et les variables utilisées pour estimer le modèle. La section 4 résume et analyse les résultats empiriques. La section 5 conclut l'article et décrit les principales implications de politiques économiques.

1. Capital social et bien-être des ménages : Revue de littérature théorique et empirique

Le potentiel de la théorie du capital social réside dans sa reconnaissance des réseaux sociaux et de la vie associative en tant que ressources pour alimenter le développement à la base (Dzanja et al., 2015). Le capital social constitue l'une des cinq formes d'actifs de subsistance (avec les capitaux naturel, physique, financier et humain) qui affectent directement la sécurité alimentaire aux niveaux individuel et familial. L'affiliation dans des groupements ou organisations est un indicateur couramment utilisé du capital social (Putnam, 1995). L'appartenance à un groupe étend les réseaux sociaux des individus, permettant le partage d'informations et de ressources, ce qui améliore éventuellement le bien-être économique. Les organisations paysannes telles que les associations, les coopératives et les clubs d'agriculteurs sont importants dans les zones rurales agraires, car elles servent de canaux par lesquels les membres ont accès aux intrants agricoles et aux services de vulgarisation agricole (Wolz et al., 2005).

Des travaux ont montré que les communautés dotées d'un riche stock de réseaux sociaux et d'associations civiques sont mieux placées pour résoudre les conflits, partager des informations utiles, mettre en place des mécanismes d'assurance informelle, mettre en œuvre des projets de développement réussis et faire face à la pauvreté et à la vulnérabilité (Isham et al., 2002).

Narayan et Pritchett (1999) montrent que le capital social affecte le bien-être par plusieurs canaux : la diffusion de l'innovation, la résolution des défaillances du marché causées par des informations imparfaites et l'assurance informelle. Le capital social induit une utilisation accrue des intrants agricoles en assurant une meilleure diffusion de l'information, tant sur la disponibilité que sur la bonne utilisation des semences, des engrais, des produits chimiques et des technologies améliorées. Il partage et fait face au risque parmi les ménages à faible revenu et

réduit ainsi l'aversion au risque qui peut inhiber l'adoption d'innovations à haut rendement si ces innovations sont associées à un risque plus élevé.

Comme le capital humain et physique, le capital social affecte la productivité des individus et des groupes (Imandoust, 2011). Pour Imandoust (2011), les réseaux, qu'ils soient formels ou informels, présentent de nombreux avantages, notamment, fournir des biens matériels et des services, diminuer les coûts de transaction, faciliter la diffusion des connaissances et assurer une bonne diffusion de l'information et de l'innovation.

Le capital social peut ainsi réduire la pauvreté par des canaux microéconomiques et macroéconomiques en affectant la circulation de l'information utile aux pauvres et en améliorant la croissance et la redistribution des revenus au niveau national (Grootaert & Van Bastelaer, 2002).

De façon générale, les résultats empiriques semblent dégager un effet positif du capital social sur le bien-être des ménages aussi bien dans les pays développés que dans les pays en développement. Cela s'explique par le fait que le capital social permet l'accès aux ressources productives telles que la terre, la main d'œuvre, le crédit et l'information, qui participent à l'accroissement du revenu agricole (Malual & Mazur, 2014).

Des travaux menés dans certains pays développés comme ceux de Wolz et al. (2005) ont montré que le capital social a une influence significative sur le niveau de revenu agricole brut des agriculteurs individuels en Pologne. Les auteurs se sont concentrés à la fois sur l'adhésion passive et active à des organisations formelles. L'adhésion passive signifie le paiement des frais d'adhésion et la participation aux réunions. L'adhésion active implique l'élection des membres respectifs dans les organes autonomes d'une organisation. Sur la base des données d'enquête, ils adoptent une analyse factorielle et une régression multiple. Les résultats montrent que le capital social est un facteur déterminant le niveau de revenu agricole. En Chine, Zhang et al. (2017) ont analysé empiriquement la relation entre le capital social et la probabilité des ménages de vivre dans la non-pauvreté. Plusieurs variables ont été utilisées pour mesurer le capital social. Il s'agit des liens politiques, des liens commerciaux, de l'appartenance à une association et de la confiance aux institutions locales. L'estimation d'un modèle à deux étapes de Heckman, montre que les types de ressources intégrées dans le capital social tels que les liens commerciaux et les liens politiques peuvent contribuer de manière significative à la réduction de la pauvreté.

Dans le cadre des pays en développement, plusieurs travaux ont analysé également le rôle du capital social dans la vie des ménages. Dzanja et al. (2015) ont analysé l'impact du capital social sur la sécurité alimentaire des populations rurales dans les pays en développement, en utilisant l'étude de cas du Malawi en Afrique subsaharienne. Ces auteurs ont utilisé cinq variables, notamment la confiance et la participation (utilisées pour calculer un indice de capital social), la taille du

capital social du ménage (le nombre d'amis et de parents crédibles auprès duquel les répondants ont demandé ou pourraient potentiellement demander de l'aide en cas d'urgence), l'ancrage social (le nombre d'années pendant lesquelles les sujets de recherche ont vécu dans leur communauté) et l'appartenance à des groupes de bénévoles. La sécurité alimentaire est une variable binaire capturant le statut de sécurité alimentaire du ménage. Un modèle de régression logistique est utilisé à cet effet. Les résultats montrent que le capital social a un effet positif sur la sécurité alimentaire des ménages. Ce résultat dépend, cependant, de la nature de la mesure du capital social utilisée.

Narayan et Pritchett (1999) ont identifié en Tanzanie que le capital social du village d'un ménage est aussi important pour déterminer le revenu du ménage que le sont de nombreuses caractéristiques propres au ménage, telles que la scolarisation, les actifs, la distance aux marchés ou le sexe du chef de ménage. Ils ont utilisé l'appartenance à un groupe et se sont concentrés sur ses aspects « inclusifs » et « exclusifs » pour créer un indice de la vie associative villageoise comme indicateur du capital social. Si l'appartenance au groupe est « inclusive », ils supposaient que l'appartenance d'un individu donné à ce groupe contribuait davantage au capital social que l'appartenance à un groupe dans lequel l'appartenance est « exclusive » à un clan ou à un groupe ethnique particulier. Les résultats obtenus par la méthode des variables instrumentales montrent que le capital social est un facteur d'accroissement du revenu.

Daniel et al. (2013) ont également examiné les dimensions du capital social et d'autres déterminants influençant la participation des ménages et niveau de participation à des groupes de microcrédit au Kenya. Ils ont utilisé la densité de participation, l'indice d'hétérogénéité, l'indice de participation aux réunions, la contribution en espèces et l'indice de prise de décision dans leur étude comme mesures du capital social. Le modèle de sélection de Heckman a été appliqué pour identifier les facteurs qui incitaient les ménages à adhérer et qui expliquent le niveau de participation au groupe de microcrédit. Les résultats indiquent que l'âge, le sexe, l'éducation, la taille de l'exploitation, la taille du ménage, le revenu agricole et la distance jusqu'à l'institution financière la plus proche ont influencé la décision des ménages de rejoindre les groupes de microcrédit. Par ailleurs, l'âge, la taille de l'exploitation, le revenu total, l'indice d'hétérogénéité, la densité de participation, les années d'expérience dans l'indice d'emprunt et de prise de décision du groupe ont considérablement influencé le niveau de participation.

Les travaux de Baiyegunhi (2013) en Afrique du Sud ont également révélé que les dotations en capital social ont un effet positif statistiquement significatif sur le bien-être des ménages, en plus des caractéristiques démographiques et socio-économiques de certains ménages. L'auteur a conclu que l'accès au capital social, entre autres facteurs, est crucial pour l'amélioration du bien-être des ménages ruraux et la réduction de la pauvreté. Il a considéré six dimensions du capital social. Il s'agit

de la densité de participation, de l'indice d'hétérogénéité, de l'indice de prise de décision, de l'indice de participation aux réunions, de la contribution en espèces et en main-d'œuvre. Utilisant un modèle de régression multiple, l'analyse a révélé que le capital social est important et capable de compléter le capital humain pour améliorer le bien-être des ménages. En fait, l'effet du capital social sur le bien-être des ménages est à peu près égal à celui du capital humain (éducation).

Utilisant deux modèles en deux étapes (l'approche Probit moindres carrés en deux étapes (2SPLS) et l'approche du maximum de vraisemblance conditionnelle en deux étapes (2SCML)), Hassan et Birungi (2011) ont analysé les liens entre le capital social et la pauvreté des ménages en Ouganda et révèlent que l'accès au capital social, défini en termes d'appartenance à des organisations sociales, affecte positivement les revenus des ménages et réduit la pauvreté. Ces résultats montrent, en outre, que le revenu et le bien-être sont positivement associés à l'accès au capital social. Cela suggère que les stratégies gouvernementales, pour augmenter le revenu des ménages prenant en considération les institutions sociales existantes, contribueront grandement à encourager la croissance et la performance associatives et, par conséquent, réduire la pauvreté.

Le concept d'adhésion peut être axé sur l'appartenance à des associations ou sur l'appartenance à des groupes ethniques, des quartiers ou des communautés. Les deux ont été combinés dans le travail de Grootaert (2001) au Burkina Faso à l'aide d'un modèle de régression multiple. Les résultats montrent que dans le cas particulier des quatre régions concernées par l'étude, le capital social réduit effectivement et significativement la probabilité d'être pauvre. Le ménage moyen avec 1,8 affiliation dans des groupements a une probabilité de 7,36 points en moins de pourcentage d'être pauvre qu'un ménage sans aucune affiliation.

Le travail de Grootaert (2001) a certes abouti à des résultats intéressants, mais le fait de couvrir quatre régions sur treize que compte le pays ne permet pas une généralisation des résultats.

De nombreuses études ont également montré que le capital social est étroitement lié au bien-être par le biais d'un effet positif et significatif sur les dépenses et les revenus des ménages (Grootaert, 1999 ; Hassan & Birungi, 2011 ; Maluccio et al., 2000 ; Tiepoh & Reimer, 2004 ; Whiteley, 2000) et par son importance pour la réduction de la pauvreté et le maintien du développement humain et économique (World Bank, 2002 ; Yusuf, 2008). D'autres recherches ont également mis en évidence le rôle du capital social tant au niveau individuel que communautaire dans la réduction de la pauvreté (Grootaert & Van Bastelaer, 2002 ; Narayan, 2002). Le capital social peut donc être considéré comme l'un des outils clés de lutte contre la pauvreté rurale.

Quel que soit l'espace géographique considéré, le capital social joue rôle important dans l'amélioration des conditions de vie des ménages. Cependant, d'un espace géographique à un autre, les réalités socioculturelles diffèrent, et cela joue

sur l'organisation et le contenu des associations et des groupements. De ce fait, il est nécessaire de contextualiser les travaux pour aboutir à une analyse plus complète. Chaque étude menée dans un espace géographique donné peut apporter de nouveaux éléments. Cette recherche qui a pour zone d'étude le Burkina Faso et qui s'appuie sur des données d'envergure nationale peut donc contribuer à approfondir et élargir les connaissances sur la question.

2. Démarche économétrique

Dans cette section, des données sur les ménages ont été utilisées pour examiner la relation entre le capital social et la pauvreté. Suivant Hassan et Birungi (2011), l'hypothèse d'analyse de la recherche est que le capital social (S) défini comme l'appartenance à des associations ou groupements ruraux augmente les revenus des ménages et réduit donc la pauvreté, mesurée par les dépenses par tête (Y) des ménages. Cela suggère que la pauvreté soit fonction du capital social :

$$Y = f(S, Z) \quad (1)$$

où Z est le vecteur d'autres variables indépendantes telles que l'éducation, le sexe, l'âge, la taille du ménage, la superficie de l'exploitation.

Certains, en revanche, plaident pour une relation causale à double sens entre la pauvreté et le capital social, de sorte que le niveau de revenu peut influencer ou déterminer de nombreux indicateurs du capital social. Par exemple, si l'adhésion à une association nécessite des frais, cela impliquerait que plus le revenu est élevé, plus la capacité d'y adhérer est grande. En outre, pour Grootaert (1999) et Grootaert et Narayan (2004), le capital social peut être considéré comme un intrant dans la production des ménages et peut donc être modélisé de la même manière que le capital humain et les autres dotations en actifs des ménages. Dans certains cas, l'appartenance à des groupes sociaux est principalement destinée à la poursuite d'activités de loisirs (Hassan & Birungi, 2011). Les loisirs étant un bien de luxe, la demande de loisirs devrait augmenter avec le revenu. Cela conduit à une causalité inverse du niveau de bien-être au capital social :

$$S = g(Y, X) \quad (2)$$

où X est un vecteur d'autres variables indépendantes.

Ces formulations suggèrent un lien de causalité à double sens entre le revenu et le capital social. Ensuite, il est nécessaire d'avoir un modèle empirique qui tienne compte de l'éventuel problème d'endogénéité et de simultanéité entre le capital social et le revenu des ménages. Pour Green (2000), la présence d'éventuels

régresseurs endogènes nécessiterait de spécifier des équations simultanées et la méthode des moindres carrés n'est pas appropriée, car les variables endogènes sont corrélées aux termes d'erreur. En appliquant les modèles des moindres carrés ordinaires sans corriger l'endogénéité, cela conduit à des estimateurs biaisés et incohérents et donc à des inférences incorrectes. Puisque la variable de capital social est une variable de choix discrète, l'utilisation d'une estimation en deux étapes impliquant des variables dépendantes discrètes et continues est suggérée. Suivant Alvarez et Glasgow (1999), le modèle de choix non récursif en deux étapes de cette nature peut être spécifié comme suit :

$$S_i^* = \delta_1 Y_i + \beta_i X_i + \varepsilon_1 \quad (3)$$

$$Y_i = \delta_2 S_i^* + \alpha_i Z_i + \varepsilon_2 \quad (4)$$

où Y_i est la variable continue des dépenses des ménages par habitant, S_i^* est la variable de capital social à choix binaire, X et Z sont des vecteurs de variables indépendantes, ε_1 et ε_2 sont les termes d'erreur pour les équations (3) et (4) et δ_1 , δ_2 , α_i , β_i sont les paramètres à estimer. On n'observe pas directement la variable latente mais on observe le choix fait par un individu qui prend la valeur 1 s'il est membre d'un groupe et 0 sinon, tel que :

$$S_i = \begin{cases} 1 & \text{si } S_i^* > 0 \\ 0 & \text{si } S_i^* \leq 0 \end{cases} \quad (5)$$

Selon Hassan et Birungi (2011), les équations réduites s'écrivent comme suit :

$$S_i = \psi_i X_i + \psi_i Z_i + \nu_1 \quad (6)$$

$$Y_i = \eta_i X_i + \eta_i Z_i + \nu_2 \quad (7)$$

Pour traiter le problème d'endogénéité et compte tenu de la nature d'une des variables dépendantes (équation 6), deux procédures d'estimation sont proposées dans la littérature : l'approche des moindres carrés Probit en deux étapes (2SPLS) proposée par Ameniya (1978) et les deux approches du maximum de vraisemblance conditionnelle (2SCML) développées par Rivers et Vuong (1988).

Pour mettre en œuvre l'approche 2SPLS, l'équation de forme réduite pour la variable continue (équation 7) est estimée à l'aide des moindres carrés ordinaires, tandis que la forme réduite de la variable de choix binaire (équation 6) est estimée à l'aide du modèle Probit. Les paramètres des équations de forme réduite sont, ensuite, utilisés pour générer une valeur prédite pour chaque variable endogène ; et ces valeurs prédites sont, ensuite, substituées à chaque variable endogène telle

qu'elle apparaît sur le côté droit des équations respectives (équation 3 et équation 4). Puis, les équations sont réestimées en utilisant les valeurs prédites des équations de forme réduite servant d'instruments sur le côté droit des équations d'origine.

L'approche 2SCML est utilisée pour obtenir des estimations cohérentes et asymptotiquement efficaces de l'équation Probit. Pour estimer les coefficients Probit et leurs variances selon la méthode 2SCML, il faut estimer la forme réduite de l'équation de variable continue, obtenir les résidus des régressions de forme réduite et ajouter ces résidus à l'équation Probit pour la variable de choix binaire en tant que variable supplémentaire, avec un paramètre correspondant à estimer.

Pour identifier les déterminants de la pauvreté, cette recherche a utilisé à la fois l'approche 2SPLS et l'approche 2SCML. Tout d'abord, le 2SPLS, avec erreurs standard, bootstrappées a été appliqué. Ensuite, afin d'identifier le déterminant de la participation du groupe, les résultats de l'approche 2SPLS et ceux générés par l'approche 2SCML ont été comparés.

3. Données et définitions des variables

3.1. Données

Cette recherche utilise des données d'enquête représentatives au niveau national recueillies en 2011 par une équipe de chercheurs de l'Université de Ouaga II, actuelle Université Thomas Sankara, pour l'évaluation du Programme National de Gestion des Terroirs (PNGT) au Burkina Faso. Le projet a été financé par le Ministère de l'Agriculture du Burkina Faso, le Fonds international de développement agricole (FIDA) et la Banque mondiale. Une stratégie d'échantillonnage à plusieurs degrés a été utilisée pour sélectionner l'échantillon. Dans un premier temps, les villages ont été choisis par échantillonnage en grappes selon le mode d'action du PNGT et sur la base de la représentativité de la population au niveau national et régional afin de permettre la comparaison spatiale entre les 13 régions et les 45 provinces du Burkina Faso. Deux à sept villages ont été sélectionnés dans chaque province selon le mode d'action du PNGT sur la base d'une liste complète de villages fournie par l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD). Deuxièmement, les ménages de chaque village ont été choisis par échantillonnage aléatoire stratifié à deux degrés. Dans la première étape, la détention de la traction animale a été choisie comme critère de la variable de stratification et comprenait trois termes : 1) détention de la traction animale comme équipement 2) non-détention de la traction animale, mais sa location ; et 3) la non-utilisation de la traction animale. Dans la deuxième étape, une simple méthode de sélection aléatoire a été utilisée pour sélectionner les ménages au

sein de chaque groupe. La taille de l'échantillon a été fixée à 90 communes avec 3 villages chacune, formant un échantillon de 270 villages. Dans chaque village, 8 ménages ont été enquêtés, pour un total de 2160 ménages. Les informations collectées comprennent des données sur les caractéristiques démographiques des ménages, la consommation, la production, le capital humain et social, les actifs d'élevage et l'utilisation des terres.

3.2. Variables

Capital social : Divers substituts ou indices ont été utilisés dans la littérature pour mesurer le capital social. Les plus importants sont l'appartenance à des associations et réseaux locaux (Alesina & La Ferrara, 2000 ; Grootaert, 1999 ; Narayan & Pritchett, 1999), les indicateurs de confiance et de normes sociales (Haddad & Maluccio, 2003) et les indicateurs d'action collective. En raison de la disponibilité des données, dans cette recherche, l'appartenance à des associations et réseaux locaux de producteurs a été utilisée comme proxy de l'accès au capital social. Putnam et al. (1999) soutiennent que la participation à des activités de groupe peut conduire à la transmission de connaissances et peut augmenter le capital humain global et

Tableau 1. Définitions, moyenne et écart-type des variables utilisées dans l'analyse

Variable	Définition	Moyenne	Écart type
Variables dépendantes			
Dépense par tête	Dépenses mensuelles de consommation par tête du ménage en FCFA	7574,42	6432,81
Capital social	1 si le producteur appartient à un groupement de producteurs et 0 si non	0,2164	0,4119
Variables indépendantes			
Éducation	1 si le chef du ménage a reçu une éducation formelle et 0 si non	0,1050	0,3066
Age	Age du producteur en années	49,28	14,40
Sexe	1 si le sexe du chef de ménage est masculin et 0 sinon	0,9597	0,1966
État matrimonial	1 si le producteur est marié et 0 si non	0,9447	0,2286
Revenu non agricole	Revenu non agricole annuel en FCFA	95196,6	269705,5
Bétail	Nombre de têtes de bétail possédé par le ménage	15,65	19,60
Taille	Nombre de personnes composant le ménage	10,15	6,28
Distance	Distance en km du lieu de résidence du ménage à une route principale	7,82	6,86
Superficie totale	Nombre d'hectares exploités par le ménage	4,91	9,30

Source : Données (PNGT, 2011).

développer la confiance, ce qui à son tour améliore le fonctionnement des marchés. Ainsi, la participation au groupe peut être un bon indicateur du capital social.

Pauvreté : Suivant Mukherje et Benson (2003), les dépenses des ménages par tête sont utilisées pour représenter la pauvreté. L'hypothèse principale est que les dépenses de consommation sont négativement liées à la pauvreté.

Autres variables explicatives : Des variables de contrôle recommandées dans la littérature sur les déterminants de la pauvreté sont aussi utilisées. L'ensemble des régresseurs choisis comme déterminants possibles de la pauvreté et de la participation au groupe, leur définition et leurs statistiques descriptives sont présentés dans le tableau 1.

4. Résultats empiriques

L'effet du capital social sur la pauvreté est, d'abord, présenté et ensuite, l'analyse se focalise sur l'effet de la pauvreté sur la participation aux groupements ou associations.

4.1. Effet du capital social sur la pauvreté

Cette section présente les résultats de l'effet du capital social et des variables de contrôle sur la pauvreté approximée par les dépenses des ménages. Les estimations de l'équation de la deuxième étape pour la pauvreté avec les erreurs types bootstrapées sont présentées dans le tableau 2. Le test de Wald suggère que l'hypothèse nulle selon laquelle le capital social est exogène est rejetée, ce qui justifie l'utilisation du 2SPLS. La plupart des variables ont les signes attendus et sont conformes aux attentes.

L'effet estimé du capital social sur les dépenses est positif et significatif à 1%. Un meilleur accès au capital social augmente significativement le niveau des dépenses des ménages et réduit ainsi la pauvreté. Cette relation implique que les ménages dotés de capital social sont moins susceptibles d'être pauvres. Compte tenu de la faiblesse des revenus et les contraintes d'accès au crédit, le capital social représente une alternative, un outil d'interface, un gage d'efficacité, et un outil institutionnel pour améliorer la participation des agriculteurs au marché et leurs revenus (Traoré, 2020). Le capital social favorise en effet l'acquisition d'équipements, de technologies ou d'intrants agricoles dont manquent les plus pauvres. Cela contribue à de meilleurs rendements et donc à de meilleurs revenus, surtout que l'agriculture constitue la principale activité des ménages ruraux au Burkina Faso (Wolz et al., 2005).

Ce résultat est conforme aux prévisions de la théorie du capital social qui soutient que les groupes sociaux favorisent le développement à la base. Le résultat trouvé

est aussi similaire à celui obtenu par Grootaert et al. (2002) montrant qu'au Burkina Faso, le capital social est positivement lié aux dépenses par tête des ménages et à l'accès au crédit. Ce résultat est également cohérent avec les résultats d'études antérieures (Baiyegunhi, 2014 ; Hassan & Birungi, 2011 ; Weaver, 2012). Cela suggère que les stratégies gouvernementales visant à augmenter le revenu des ménages prendraient en considération les institutions sociales existantes.

Les résultats montrent que l'éducation, les revenus non agricoles et les actifs d'élevage augmentent significativement les dépenses des ménages et réduisent la pauvreté. La variable éducation augmente les dépenses des ménages et réduit donc la pauvreté. Cela soutient la théorie du capital humain. Plus le niveau d'éducation atteint est élevé, plus grandes sont les possibilités d'emploi rémunéré et donc le bien-être. Les politiques de réduction de la pauvreté devraient également se concentrer sur l'éducation des ménages. Les revenus non agricoles et les actifs d'élevage ont un effet positif significatif sur les dépenses des ménages. Cette relation implique que les ménages possédant des actifs en bétail et ceux qui reçoivent des revenus non agricoles sont moins susceptibles d'être pauvres. Pender et al. (2002) affirment que dans les pays à faible accès au crédit, comme le Burkina Faso, le bétail joue un rôle central dans la décision des producteurs et sur leur bien-être.

Tableau 2. Résultats estimés de la seconde équation des déterminants de la pauvreté

Variable	2SPLS à erreurs bootstrappées	
	Coefficient	p-value
Capital social	0,2327***	0,0000
Age	-0,0162	0,6340
Sexe	-0,0769	0,1200
Éducation	0,2260***	0,0000
Taille	-0,0205**	0,0421
Bétail	0,0038***	0,0000
Revenu non agricole	0,0051***	0,0020
Superficie totale	-0,0043	0,7440
Distance	-0,0180***	0,0000
Constante	7,338*	0,0567
Nombre d'observations	2333	
R ²	0,1716	
Prob > F / Prob > Chi2	0,0000	
Test d'exogénéité de Wald		
Chi2 (1)	37,39	
Prob > Chi2	0,0000	
Nombre de réplifications	100	

Note : *** significatif à 1% ; **significatif à 5% ; *significatif à 10%.

Source : Données (PNGT, 2011).

Par ailleurs, la taille du ménage et la distance à une route principale sont significatives et négativement liées aux dépenses des ménages et augmentent donc la pauvreté des ménages. Pour l'effet de la taille du ménage, il s'agit d'une constatation courante dans la littérature (Baiyegunhi, 2014 ; Hassan & Birungi, 2011) et suggère que les ménages de grande taille sont susceptibles d'être plus pauvres que les ménages de petite taille. La relation négative entre la distance à la principale et les dépenses du ménage suggère que plus cette distance est élevée et plus les dépenses du ménage sont faibles et la pauvreté est forte. Cela implique une relation négative avec les dépenses, comme le montre le tableau 2, et donc positive avec la pauvreté. L'accès aux infrastructures routières améliore l'accès aux marchés des intrants et des produits, aux opportunités non agricoles et aux services tels que les établissements d'enseignement et de santé, et réduit ainsi la pauvreté des ménages. En effet, l'accès aux bonnes infrastructures publiques réduit les coûts de transaction et accroît les revenus des ménages (Gibson & Olivia, 2010).

4.2. Effet de la pauvreté sur la participation aux groupements ou associations

Les résultats des 2SPLS et 2SCML sont présentés dans le tableau 3. Le test de Wald rejette l'hypothèse nulle selon laquelle les dépenses des ménages sont exogènes, ce qui justifie l'utilisation des deux approches.

Les résultats montrent que les dépenses des ménages sont négativement et significativement associées à la participation aux institutions et réseaux sociaux, ce qui suggère que les individus à faible revenu sont plus susceptibles de rejoindre des groupes sociaux que les riches. Ce résultat montre que les effets dans la relation à double sens entre le capital social et la pauvreté sont de signes contraires ; ce qui semble incohérent. Cependant, dans le contexte du Burkina Faso, l'agriculture constitue la principale source des dépenses. Ces agriculteurs en milieu rural s'organisent le plus souvent en coopérative afin de bénéficier de facilité de financement pour l'acquisition d'intrants, d'équipements. Les services de vulgarisation et les acteurs privés accompagnent actuellement les agriculteurs à travers ces coopératives et les organisent dans ce sens. Dans ce contexte, les plus pauvres sont davantage attirés par les coopératives au sein desquelles ils bénéficient facilement de financement. C'est ce qui explique le résultat trouvé.

Par ailleurs, l'adhésion aux organisations et groupes sociaux permet de profiter de services et d'assistance techniques ou permettant une amélioration des capacités productives ; toute chose qui concerne plus les ménages pauvres par rapport aux ménages riches. Le statut de pauvreté influence ainsi positivement les décisions d'adhésions aux groupements et associations. Les petits exploitants agricoles, démunis pour la plupart, en travaillant ensemble au sein des groupements et associations

arrivent à se procurer plus facilement des intrants agricoles et réaliser des volumes de production plus importants. Ils peuvent ainsi intégrer des marchés plus vastes et réduire leurs coûts tout en améliorant leur pouvoir de négociation. Ils sont alors plus préparés à renforcer leur sécurité alimentaire et sortir de la pauvreté (Rondot & Collion, 2001). Grootaert et al. (2002) ont montré qu'au Burkina Faso, les ménages pauvres tirent plus d'avantage du capital social qui est un moyen important pour accéder au crédit et accroître les revenus de ces derniers.

La recherche montre également une relation négative entre le revenu non agricole et la probabilité d'intégrer les institutions sociales au Burkina Faso. Ces résultats sont opposés à ceux de Hassan et Birungi (2011) qui suggèrent qu'il y a des contraintes de cotisation pour adhérer à des associations sociales. Dans le contexte burkinabè, cela pourrait s'expliquer par le fait que les ménages ruraux pauvres utilisent le capital social pour accroître leurs revenus. C'est le cas de la caution solidaire pour l'accès au crédit. Ce qui n'est pas le cas des ménages à revenus élevés.

Les résultats montrent un impact positif de l'éducation et des actifs d'élevage sur l'accès au capital social. L'importance de l'éducation pour renforcer les incitations individuelles à s'affilier à des groupements ou associations peut s'expliquer

Tableau 3. Résultats estimés de la seconde équation des déterminants de la participation à un groupement

Variable	2SPLS		2SCML	
	Coefficient	p-value	Coefficient	p-value
Dépense par tête	-0,0874***	0,0000	-0,0900***	0,0000
Age	-0,0117***	0,0000	-0,0131***	0,0000
Sexe	-0,1743	0,4400	-0,1362	0,5130
Éducation	0,6173***	0,0000	0,7236***	0,0000
État matrimonial	-0,2330	0,1730	-0,2301	0,213
Bétail	0,0056***	0,0000	0,0054***	0,0020
Revenu non agricole	-0,0231***	0,0000	-0,0271***	0,0000
Distance	-0,0762	0,889	-0,2233	0,6990
Constante	1,2812**	0,0050	1,477*	0,0020
Éléments diagnostiques de la régression				
Nombre d'observations	2333	233		
Log Vraisemblance	-1171,8266	-1051,7774		
LR Chi2 (8)	97,17	333,92		
Prob > Chi2	0,0000	0,0000		
Test d'exogénéité de Wald				
Chi2 (1)		17,51		
Prob > Chi2		0,0000		

Note : *** significatif à 1% ; **significatif à 5% ; *significatif à 10%.

Source : Données (PNGT, 2011).

par le fait que les ménages plus instruits peuvent avoir une demande plus élevée d'appartenance à un groupe, car ils peuvent plus facilement bénéficier d'externalités positives. L'éducation est également considérée comme un moyen de créer des opportunités d'action collective, en offrant un accès aux réseaux sociaux et aux connaissances personnelles. Ce résultat est conforme à ceux de Godquin et Quisumbing (2005) et Hassan et Birungi (2011). L'impact positif des actifs d'élevage sur l'accès au capital social suggère que la possession d'actifs physiques peut aider les ménages à rejoindre les réseaux sociaux pour bénéficier d'informations sur la gestion et les opportunités.

Conclusion

L'objectif de cet article était d'analyser la double relation de causalité entre le capital social et la pauvreté en Burkina Faso. Il s'agit donc d'analyser l'effet de la participation à une association ou groupement sur le niveau des dépenses des ménages en milieu rural au Burkina Faso, mais aussi celui de la pauvreté sur la participation aux groupements ou associations. Les résultats de la recherche suggèrent que le capital social a un effet positif sur les dépenses des ménages et réduit donc la pauvreté. La pauvreté à son tour influence positivement la participation des producteurs aux groupes sociaux. Il ressort également des investigations que l'éducation améliore les dépenses des ménages et influence positivement la probabilité d'intégrer des groupes sociaux.

Le capital social est alors un déterminant important de la pauvreté des ménages et est crucial pour l'amélioration du bien-être et la réduction de la pauvreté des ménages ruraux au Burkina Faso. Toutefois, les ménages à revenus élevés sont moins enclins à participer dans les organisations. Cette constatation suggère que les stratégies et programmes gouvernementaux de réduction de la pauvreté doivent tenir compte des structures sociales existantes. Il est alors important que le gouvernement renforce et soutienne les groupes et réseaux sociaux existants. L'accent doit être mis sur les ménages à faible revenu qui ont plus besoin de l'entraide mutuelle pour accroître leur revenu. L'éducation étant un facteur crucial dans l'amélioration des dépenses des ménages, cela implique que l'intervention publique, dans la fourniture d'une éducation de bonne qualité, est essentielle pour l'amélioration du bien-être des ménages ruraux et la lutte contre la pauvreté.

En somme, la recherche suggère que l'approche en termes de dotations en capital est un levier dans la lutte contre la pauvreté rurale au Burkina Faso. Cela implique que pour construire des stratégies durables de lutte contre la pauvreté, il faut surtout adopter des mesures intégrées capables d'accroître la capacité des ménages à faire face au risque de pauvreté.

L'analyse dans ce papier s'est basée sur l'appartenance des producteurs aux réseaux locaux comme indicateur de capital social. Cependant, cela pourrait fragiliser le lien avec le niveau de revenu et la pauvreté, car les pauvres sont aussi présents dans d'autres types d'association, orientés notamment vers la consommation. Les recherches futures peuvent intégrer cet aspect pour comprendre davantage le rôle du capital social dans la réduction de la pauvreté en milieu rural dans les PED.

References

- Alesina, A., & La Ferrara, E. (2000). Participation in heterogeneous communities. *Quarterly Journal of Economics*, 115(3), 847–904.
- Alvarez, R., & Glasgow, G. (1999). Two stage estimation of non-recursive choice models. *Political Analysis*, 8(2), 147–65.
- Amemiya, T. (1978). The estimation of a simultaneous equation generalized probit model. *Econometrica*, 46(5), 1193–1205.
- Arcand, J. L. (2004). *Organisations paysannes et développement rural au Burkina Faso*. Banque Mondiale.
- Baiyegunhi, L. J. (2013). Rural households' social capital and welfare: A case study of Msinga, KwaZulu-Natal, South Africa. *Journal of Agriculture and Rural Development in the Tropics and Subtropics*, 114(2), 123–132.
- Baiyegunhi, L. J. (2014). Social capital effects on rural household poverty in Msinga, KwaZulu-Natal, South Africa. *Agrekon: Agricultural Economics Research, Policy and Practice in Southern Africa*, 53(2), 47–64.
- Becker, G. S. (1974). A theory of social interactions. *The Journal of Political Economy*, 82(6), 1063–1093.
- Berrou, J. P., & Combarous, F. (2011). Testing Lin's social capital theory in an informal African urban economy. *Journal of Development Studies*, 47(8), 1216–1240.
- Bourdieu, P. (1980). Le capital social: Notes provisoires. *Actes de la recherche en sciences sociales*, 31(1), 2–3.
- Carter, M. R., & Castillo, M. (2005). Coping with disaster: Morals, markets, and mutual insurance using economic experiments to study recovery from hurricane Mitch. In C. B. Barrett (Ed.), *The social economics of poverty: On identities, communities, groups, and networks* (pp. 256–275). Taylor & Francis.
- Coleman, J. S. (1988). Social capital in the creation of human capital. *The American Journal of Sociology*, 94, S95–S120.
- Daniel, K. K., Job, K. L., & Ithinji, K. G. (2013). Social capital dimensions and other determinants influencing household participation in micro-credit groups in Uasin Gishu County, Kenya. *Developing Country Studies*, 3(3), 213–222.
- Doukkali, M. R., & Guèdègbé, T. (2017). Relance de la productivité agricole en Afrique : L'espoir d'une sécurité alimentaire. *OCP Policy Center*, 17(10), 1–11.

- Dzanja, J., Christie, M., Fazey, I., & Hyde, T. (2015). The role of social capital in rural household food security: The case study of Dowa and Lilongwe districts in Central Malawi. *Journal of Agricultural Science*, 7(12), 165–176.
- Fafchamps, M., & Gubert, F. (2007). The formation of risk sharing networks. *Journal of Development Economics*, 83(2), 326–350.
- Gibson, J., & Olivia, S. (2010). The effect of infrastructure access and quality on non-farm enterprises in rural Indonesia. *World Development*, 38(5), 717–726.
- Godquin, M., & Quisumbing, A. R. (2005). *Groups, networks, and social capital in rural Philippine Communities*. Working Paper, University of Wisconsin-Madison.
- Green, W. H. (2000). *Econometric analysis*. Prentice Hall.
- Grootaert, C. (1999). Social capital and household welfare and poverty in Indonesia. Local Level Institution Working Paper, 6. Environmentally and Socially Sustainable Development Network. World Bank.
- Grootaert, C. (2001). *Does social capital help the poor? A synthesis of findings from the local level institutions studies in Bolivia, Burkina Faso and Indonesia*. Local Level Institutions Working Paper, 10. Social Development Department. World Bank.
- Grootaert, C., & Narayan, D. (2004). Local institutions, poverty and household welfare in Bolivia. *World Development*, 32(7), 1179–1198.
- Grootaert, C., Oh, G. T., & Swamy, A. (2002). Social capital, household welfare and poverty in Burkina Faso. *Journal of African Economies*, 11(1), 4–38.
- Grootaert, C., & Van Bastelaer, T. (2002). *The role of social capital in development: An empirical assessment*. Cambridge University Press.
- Haddad, L., & Maluccio, J. A. (2003). Trust, membership in groups and household welfare: Evidence from Kwazulu-Natal, South Africa. *Economic Development and Cultural Change*, 51(3), 573–601.
- Halpern, D. (2009). *The hidden wealth of nations*. Polity.
- Hassan, R., & Birungi, P. (2011). Social capital and poverty in Uganda. *Development Southern Africa*, 38(1), 19–37.
- Hayami, Y. (2009). Social capital, human capital and the community mechanism: Toward a conceptual framework for economists. *Journal of Development Studies*, 45(1), 96–123.
- Imandoust, S. B. (2011). Relationship between education and social capital. *International Journal of Humanities and Social Science*, 1(12), 52–57.
- INSD. (2018). *Enquête Harmonisée sur les Conditions de Vie des Ménages (EHCVM) de 2018*. Institut Nationale de la Statistique et de la Démographie.
- Isham, J., Kelly, T., & Ramaswamy, S. (2002). Social capital and well-being in developing countries: An introduction. In J. Isham, T. Kelly & S. Ramaswamy (Eds.), *Social capital and economic development—Wellbeing in developing countries* (pp. 3–17). Edward Elgar.
- Karlan, D., Mobius, M., Rosenblat, T., & Szeidl, A. (2009). Trust and social collateral. *The Quarterly Journal of Economics*, 124(3), 1307–1361.
- Maiga, A. (2006). La marginalisation des organisations paysannes (OP): Analyse des conditions de politisation et de syndicalisation du mouvement paysan au Burkina Faso. *Vertigo*, 7(3), 1–16.
- Malual, J. D., & Mazur, R. E. (2014). Agricultural technical assistance, social capital, and access to productive resources in post-conflict Lira, northern Uganda. In J. D. Malual

- (Ed.), *Social capital, agricultural technical assistance, access to productive resources, and food security in post-conflict Lira, northern Uganda* (pp. 20–61). Iowa State University.
- Maluccio, J., Haddad, L., & May, J. (2000). Social capital and household welfare in South Africa, 1993-98. *The Journal of Development Studies*, 36(6), 54–81.
- Mukherjee, S., & Benson, T. (2003). The determinants of poverty in Malawi, 1998. *World Development*, 30(2), 339–358.
- Narayan, D. (2002). Bonds and bridges: Social capital and poverty. In M. A. Northampton (Ed.), *Social capital and economic development: Well-being in developing countries* (pp. 58–81). Edward Elgar.
- Narayan, D., & Pritchett, L. (1999). Cents and sociability: Household income and social capital in rural Tanzania. *Economic Development and Cultural Change*, 47(4), 871–897.
- Oyen, E. (2002). *Social capital formation as a poverty reducing strategy*. Paper presented at UNESCO/MOST and CROP/ISSC on Social Capital formation in Poverty Reduction: Which Role for Civil Society Organizations and the State?
- Paal, B., & Wiseman, T. (2011). Group insurance and lending with endogenous social collateral. *Journal of Development Economics*, 94(1), 30–40.
- Pender, J. L., Nonya, E., Jagger, P., & Sserunkuuma, D. (2002). *Strategies to increase agricultural productivity and Reduce land degradation: Evidence from Uganda*. Paper presented at the Workshop on Methodological Advances for Assessing Impacts of NRM Research. December 6–7, ICRISAT, Pantancheru.
- PNGT (Programme National de Gestion des Terroirs). (2011). *Phase 2*. Ministère de l'Agriculture des Ressources Animales et Halieutiques.
- Putnam, R. D. (1995). Bowling alone: America's declining social capital. *The Journal of Democracy*, 6(1), 65–78.
- Putnam, R. D., Leonardi, R., & Nanetti, R. Y. (1999). *Making democracy work: Civic traditions in modern Italy*. Princeton University Press.
- Rivers, D., & Vuong, Q. H. (1988). Limited information estimators and exogeneity tests for simultaneous probit models. *Journal of Econometrics*, 39, 347–366.
- Rondot, P., & Collion, M. H. (2001). *Organisations paysannes: Leur contribution au renforcement des capacités rurales et à la réduction de la pauvreté*. Banque Mondiale.
- Tiepoh, M., & Reimer, B. (2004). Social capital, information flows and income creation in rural Canada: A cross community analysis. *Journal of Social Economics*, 33, 427–448.
- Traoré, S. (2020). Farmer organizations and maize productivity in rural Burkina Faso: The effects of the diversion strategy on cotton input loans. *Review of Development Economics*, 24(3), 1–17. <https://doi.org/10.1111/rode.12674>
- Weaver, B. (2012). The relational context of desistance: Some implications and opportunities for social policy. *Social Policy and Administration*, 46(4), 395–412.
- Whiteley, P. F. (2000). Economic growth and social capital. *Political Studies*, 48, 443–466.
- Wolz, A. F., Fritzsche, J., & Reinsberg, K. (2005). *The impact of social capital on farm and household income: Results*. Institute of Agricultural Development in Central and Eastern Europe (IAMO).
- World Bank. (2002). *Social capital for development*. Social capital poverty net homepage.
- Yamamura, E. (2009). Impact of formal and informal deterrents on crime. *Journal of Socio-Economics*, 38(4), 611–621.

- Yusuf, S. A. (2008). Social capital and household welfare in Kwara State, Nigeria. *Journal of Human Ecology*, 23(3), 219–229.
- Zett, J. B. (2013). *Les organisations d'économie sociale et solidaire au Burkina Faso et les pouvoirs publics*. Thèse de doctorat non publié. Université de Ouagadougou.
- Zhang, Y., Zhou, X., & Lei, W. (2017). Social capital and its contingent value in poverty reduction: Evidence from Western China. *World Development*, 93, 350–361. <https://doi.org/10.1016/j.worlddev.2016.12.034>

Alain REDSLOB

Professeur émérite à l'Université Panthéon Assas (Paris 2)

Président de l'AIELF

L'Association Internationale des Economistes de Langue Française (AIELF) réunit des économistes sans parti pris, respectueux des convictions de celles et de ceux qui les portent. Fusion d'une diversité culturelle dans le creuset d'une communauté d'intérêt, elle rassemble universitaires, chercheurs et hommes de culture qui réfléchissent, coopèrent et diffusent une pensée économique vivée à la passion de la langue de Molière.

Vaste est sa mission. Parce qu'elle instaure, élargit et renforce des liens culturels aux fins de propager notre discipline, dans son aspect humain, institutionnel et formel. Parce qu'elle participe au rayonnement de la recherche, favorise l'élévation des niveaux d'éducation et incite les jeunes à s'investir. Parce qu'en écartant toute pompe, elle encourage le rapprochement des peuples en densifiant des échanges propres à la compréhension de cultures si diverses.

Aujourd'hui, les difficultés abondent, les défis se multiplient, les solutions tardent. À vrai dire, l'économie politique se trouve contrainte d'explorer des champs dont l'étendue grandissante n'a de cesse de le disputer à une aridité parfois inquiétante. Aussi, avec l'ardeur qui nous anime, valorisons nos connaissances, suscitons des confrontations d'opinions, propageons des idées neuves, tout en portant haut les couleurs de ce si beau langage qui est le nôtre.

La Revue Internationale des Economistes de Langue Française (RIELF) ambitionne de prendre sa juste part à cet élan avoué et prometteur.

Prof. dr hab. Maciej ŻUKOWSKI

Recteur de l'USEGP

L'Université des Sciences Economiques et de Gestion de Poznań est l'une des écoles d'économie et d'affaires les plus anciennes et les plus prestigieuses de Pologne. Depuis 1926, nous développons continuellement l'enseignement supérieur et garantissons des études scientifiques de haute qualité et un développement constant des infrastructures de recherche. Nous préparons de nombreux expertises économiques et réalisons des projets innovants. Une éducation de haute qualité, que nous offrons depuis des années, permet à nos étudiants et diplômés de relever avec succès les défis d'un marché du travail dynamique.

L'innovation de nos méthodes de recherche et d'enseignement a été confirmée par de nombreux classements et réalisations de nos étudiants et employés. Nous combinons notre souci de la meilleure qualité d'enseignement avec le développement de la coopération avec d'autres pays et des pratiques commerciales largement définies.

Dr Claudio RUFF ESCOBAR

Recteur de l'Université Bernardo O'Higgins, Chili

L'Université Bernardo O'Higgins (UBO), de Santiago du Chili, est une fondation sans but lucratif, de droit privé, accréditée par la Commission Nationale d'Accréditation (CNA-Chile), pour sa qualité académique, sa gestion et sa politique en matière de relations extérieures avec la Société. Comptant près de 7.000 étudiants répartis sur quatre facultés offrant des programmes de niveaux Licence, Master et Doctorat, ainsi que des départements et centres de recherche, l'Université a pour axe stratégique de développer l'excellence académique et consolider sa politique d'internationalisation, vecteur de croissance académique et culturelle pour toute la communauté universitaire. Cette stratégie est d'ailleurs distinguée par les ranking internationaux (Scimago et Times Higher Education (THE), et régionaux (Revue América Economía), notamment sur les axes de Recherche et d'ouverture à l'international.

L'Université Bernardo O'Higgins compte plus de 125 accords de coopération internationale, parmi lesquels, nombreux sont célébrés avec des pays francophones, cherchant à promouvoir la Francophonie comme axe stratégique d'internationalisation se positionnant ainsi comme l'Université chilienne la plus engagée dans cette vocation tant sur plan académique, que culturel et linguistique. Depuis 2018, l'UBO est membre actif de l'Agence Universitaire de la Francophonie (AUF). Dans ce contexte, l'adhésion au prestigieux réseau de l'AIELF, et l'organisation de son 61^e Congrès à Santiago du Chili en mai 2019, contribuent largement à enrichir cette vision et au rayonnement de la francophonie en Amérique Latine.

Note aux lecteurs : Les textes à soumettre sont à adresser en version électronique à l'adresse de la revue RIELF Krzysztof.Malaga@ue.poznan.pl

Le « guide de soumission » est disponible auprès de site officiel de la RIELF <http://rielf.aielf.org> ou bien sur le site de l'AIELF : <http://www.aielf.org>

